



Les Camerounais, conscients de leur rôle dans la lutte contre la corruption, hésitent à s'y engager

Dépêche No. 246, Afrobaromètre | Jean Cédric Oyono

Résumé

Comme dans la plupart des pays africains, la corruption est un frein pour le développement du Cameroun. Pour juguler sa progression, l'état camerounais a mis en place un certain nombre d'institutions dont les plus connues sont le Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE), l'Agence d'Investigation Financière (ANIF), et la Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC). Si les deux premiers organes s'occupent respectivement du contrôle des finances publiques et du blanchiment des capitaux, la CONAC quant à elle a un rôle beaucoup plus large, puisqu'elle vise à agir efficacement sur notre environnement, sur les groupes, et sur les individus. Pour ce faire, son action quotidienne repose sur des leviers organiques que sont la prévention et la communication, les études et la coopération, et enfin les investigations (Commission Nationale Anti-Corruption, 2011).

Toutefois, malgré sa création en 2006, les résultats tardent à se faire ressentir, comme l'atteste le classement du Cameroun dans l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de 2017 de Transparency International. En effet, le Cameroun s'est classé 153e sur 180, soit une régression de huit places comparé au précédent classement (Transparency International, 2018).

Cette chute ne semble pas invraisemblable, puisque les résultats de la dernière enquête d'Afrobaromètre confirment cette tendance. En effet, pour la majorité des Camerounais, les pratiques de corruption demeurent très actives au sein des administrations publiques, augmentant les coûts et réduisant l'efficacité des procédures administratives. Aux yeux des citoyens, le niveau de la corruption a une fois de plus augmenté au cours de l'année 2017, et ça pour les leaders et fonctionnaires de presque toutes les catégories. Selon l'opinion publique, les plus corrompus sont les agents des douanes, les policiers/gendarmes, les magistrats, les membres du gouvernement, et les fonctionnaires du Bureau du Cadastre et des Affaires Foncières. Même les chefs traditionnels et leaders religieux sont assez nombreux à être perçus comme impliqués dans les affaires de corruption.

De plus, il semble que des Camerounais aussi bien aisés qu'ordinaires soient capables de verser des pots-de-vin ou d'utiliser leurs contacts personnels pour éviter certains devoirs.

Toutefois, il apparaît que bon nombre de Camerounais sont aujourd'hui conscients de leur rôle dans la lutte contre la corruption. Malheureusement, ils sont encore plus nombreux à penser que la dénonciation des actes de corruption induit des représailles ou d'autres conséquences négatives.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Six séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2015, et les résultats des enquêtes de la 7ème série

(2017/2018) sont actuellement en cours de dissémination. Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 ou 2.400 répondants.

L'équipe Afrobaromètre, qui est dirigée au Cameroun par le Centre d'Etudes et de Recherche en Economie et Gestion (CEREG) de l'Université de Yaoundé 2, a interviewé 1.200 adultes camerounais en mai 2018. Cet échantillon donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Les enquêtes précédentes ont été menées au Cameroun en 2013 et 2015.

Résultats clés

- Sept Camerounais sur 10 (72%) pensent que le niveau de la corruption a « quelque peu » ou « beaucoup » augmenté pendant l'année écoulée.
- Pour des deux-tiers (66%) de citoyens, la « plupart » ou « tous » les agents des douanes sont corrompus. Les douaniers sont suivis, dans la hiérarchie de la corruption perçue, par la police (63%), les juges et magistrats (54%), et les membres du gouvernement (54%).
- Les deux-tiers (67%) des Camerounais ayant eu affaire à la Direction Générale des Douanes pendant l'année écoulée affirment avoir dû verser des pots-de-vin au moins une fois pour obtenir des services dont ils avaient besoin.
- Plus des trois-quarts des répondants pensent que les personnes aisées puissent verser des pots-de-vin ou se servir de leurs contacts personnels pour éviter de payer les taxes, de se présenter devant les tribunaux, ou de faire enregistrer une parcelle de terrain qui ne leur appartient pas. La moitié environ affirment la même chose quant aux personnes ordinaires.
- La majorité (53%) des Camerounais attestent que les gens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption.
- Les trois-quarts (75%) de la population pensent que les personnes ordinaires risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives s'ils dénoncent des actes de corruption.

La perception du niveau de la corruption

Dans l'ensemble, la corruption représente un fléau pour la majorité des Camerounais. Interrogés sur ce qu'ils pensent de son évolution au cours de l'année écoulée, 72% des citoyens considèrent que la corruption a « quelque peu » ou « beaucoup » augmenté. En

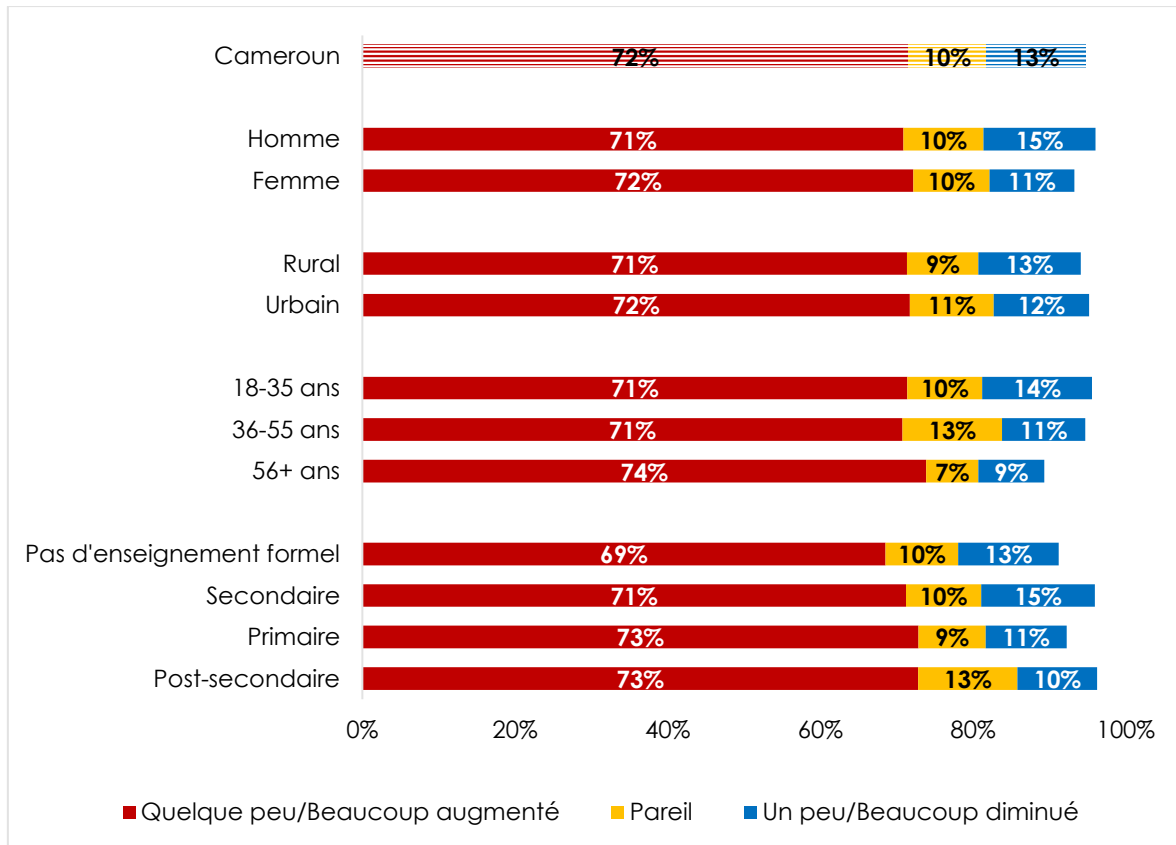
Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – quels que soit la problématique, le pays et la série d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

revanche, seulement 13% de la population déclarent que ce fléau a relativement diminué, et 10% n'y voient aucun changement (Figure 1).

Que l'on réside en milieu urbain (72%) ou rural (71%), que l'on soit homme (71%) ou femme (72%), la perception du niveau de la corruption ne change pas de façon

significative. Néanmoins, on relève que ce sont les citoyens ayant un niveau d'étude primaire (73%) ou post-secondaire (73%) qui déplorent le plus la progression de la corruption (contre 71% pour ceux ayant un niveau d'étude secondaire et 69% pour ceux n'ayant aucun enseignement formel).

Figure 1: Evolution du niveau de la corruption | par groupe socio-démographique
 | Cameroun | 2018



Question posée aux répondants: A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué, ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée?

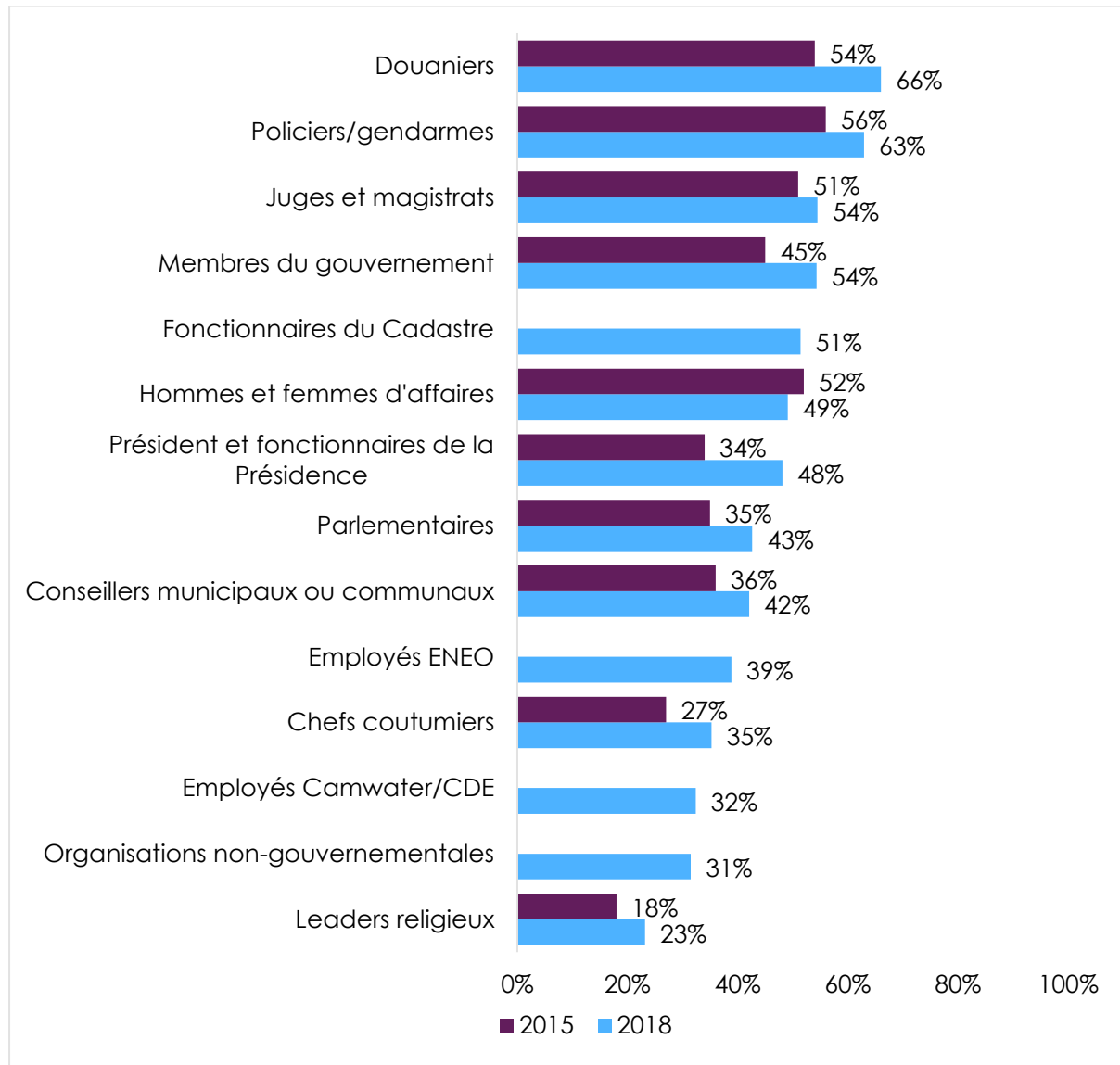
La corruption reste ancrée dans l'administration publique camerounaise et même au sein de la société civile. Comparée à l'année 2015, les officiels de presque toutes les catégories ont davantage contribué à la pérennisation de ce fléau au cours de l'année 2017 (Figure 2). Les agents des douanes, deuxième dans la hiérarchie des corrompus en 2015, ont surpassé les policiers en 2017 comme les plus corrompus aux yeux des citoyens: 66% des répondants affirment que « tous » ou « la plupart » des douaniers sont impliqués dans les affaires de corruption, 12 points de pourcentage de plus par rapport à 2015. Ils sont suivis par le corps de la police/gendarmerie avec 63% (7 points de plus qu'en 2015), les juges et magistrats (54%, 3 points de plus), et les membres du gouvernement (54%, 9 points de plus).

Presque la moitié (48%) des Camerounais perçoivent « tous » ou « la plupart » des fonctionnaires à la Présidence comme corrompus, 14 points de plus comparé à 2015. Cette augmentation se reflète également dans les autres corps, exception faite de celui des hommes et femmes d'affaires, où la perception du niveau de la corruption est passée de 52% en 2015 à 49% en 2017.

Au sein de la société civile, la corruption a également progressé. Le pourcentage des citoyens qui pensent que la « plupart » ou « tous » les chefs traditionnels sont corrompus est passé de 27% en 2015 à 35% en 2017. Parallèlement, en ce qui concerne les leaders religieux, ce pourcentage est passé de 18% à 23% au cours de la même période.

Pour la première fois en 2017, Afrobaromètre a aussi recueilli les avis des citoyens sur le niveau de corruption des fonctionnaires du Bureau du Cadastre et des Affaires Foncières (51% des répondants disent « tous » ou « la plupart »), des employés de l'ENEO (compagnie publique d'électricité) (39%) et de Camwater (32%), et des organisations non-gouvernementales (31%).

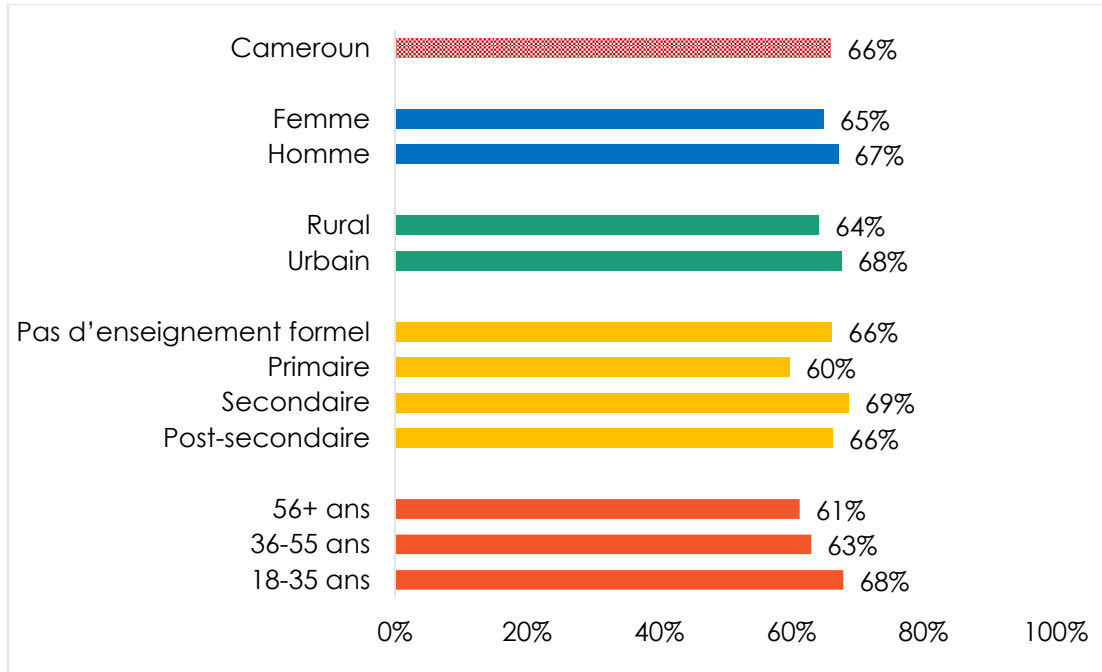
Figure 2: Les instigateurs de la corruption | Cameroun | 2018



Question posée aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% de ceux qui répondent la « plupart d'entre eux » ou « tous »)

S'agissant de la Direction Générale des Douanes en particulier, ils sont un peu plus nombreux dans les zones urbaines (68%) que dans les zones rurales (64%) à déclarer que la « plupart » ou « tous » de ses agents sont corrompus. Par ailleurs, on observe que ce sont les Camerounais qui ont un niveau d'étude secondaire (69%) tout comme ceux relativement plus jeunes (68%) qui déplorent le plus la corruption dans les services de la Direction Générale des Douanes (Figure 3).

Figure 3: Perception de la corruption dans les services des douanes | Cameroun
 | 2018



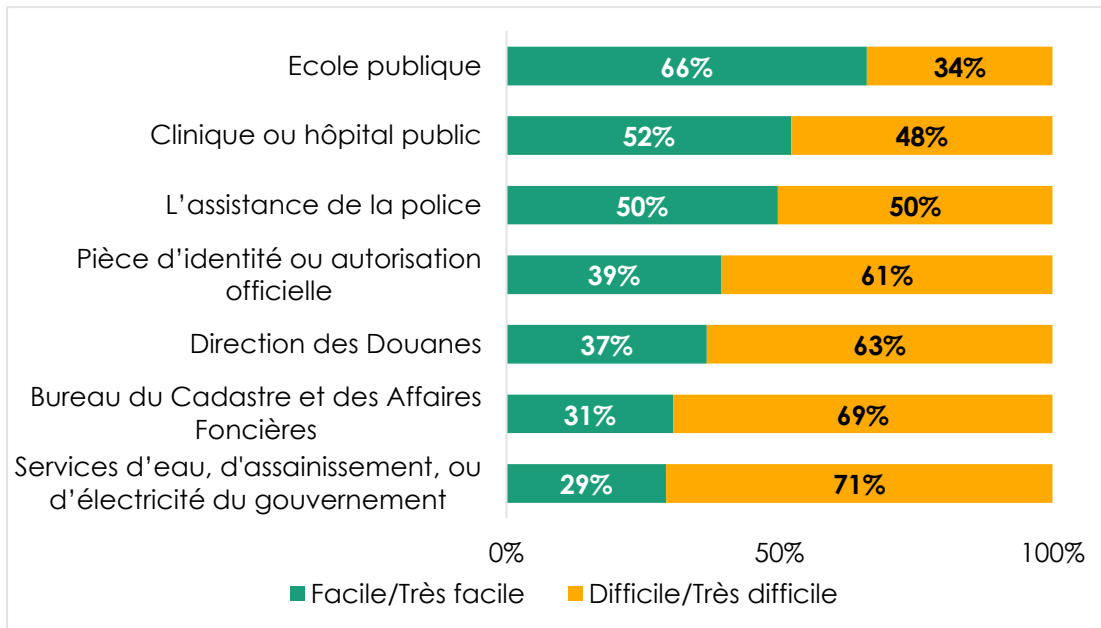
Question posée aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes (agents des douanes) sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% de ceux qui répondent la « plupart d'entre eux » ou « tous »)

Perceptions des services publics

L'une des conséquences d'un niveau de corruption élevé dans les administrations publiques est sans doute la difficulté d'accès aux services publics. Pour ceux qui ont eu des contacts avec certaines institutions publiques, l'accès aux services publics a parfois relevé du parcours du combattant. A titre illustratif, un peu plus de six Camerounais sur 10 déclarent qu'il est « difficile » ou « très difficile » d'acquérir une pièce d'identité (extrait de naissance, permis de conduire, passeport, carte d'électeur) ou une autorisation officielle du gouvernement (61%) ou encore d'obtenir des services de la Direction Générale des Douanes (63%). En revanche, la majorité des citoyens affirment qu'il est « facile » ou « très facile » d'obtenir les services dont on a besoin dans les écoles publiques (66%) et dans les hôpitaux publics (52%) (Figure 4).

Parfois, les procédures administratives sont si longues qu'en fin de compte, certaines personnes peuvent ne pas obtenir le service sollicité. L'année dernière, 11% des intéressés affirment à ce titre n'avoir pas pu retirer leur pièce d'identité (extrait de naissance, permis de conduire, passeport, carte d'électeur) ou une autorisation officielle du gouvernement, et 13% n'ont jamais pu obtenir l'assistance de la police souhaitée (Figure 5). En outre, plus du tiers des personnes qui ont sollicité un service public disent l'avoir obtenu « longtemps après ». Spécifiquement, 44% des citoyens déclarent avoir patienté longtemps avant d'obtenir une réponse du Bureau du Cadastre et des Affaires Foncières et 33% pour celle de la Direction Générale des Douanes. Même dans les cliniques et les hôpitaux publics, où le moment de la prise en charge effective du malade peut s'avérer décisif pour sa survie, 36% d'anciens patients (ou leurs proches) affirment toutefois avoir reçu les soins médicaux nécessaires « longtemps après ». Cependant, au sein des hôpitaux publics, de la police/gendarmerie, et des douanes, plus du quart des citoyens affirment avoir obtenu le service sollicité immédiatement.

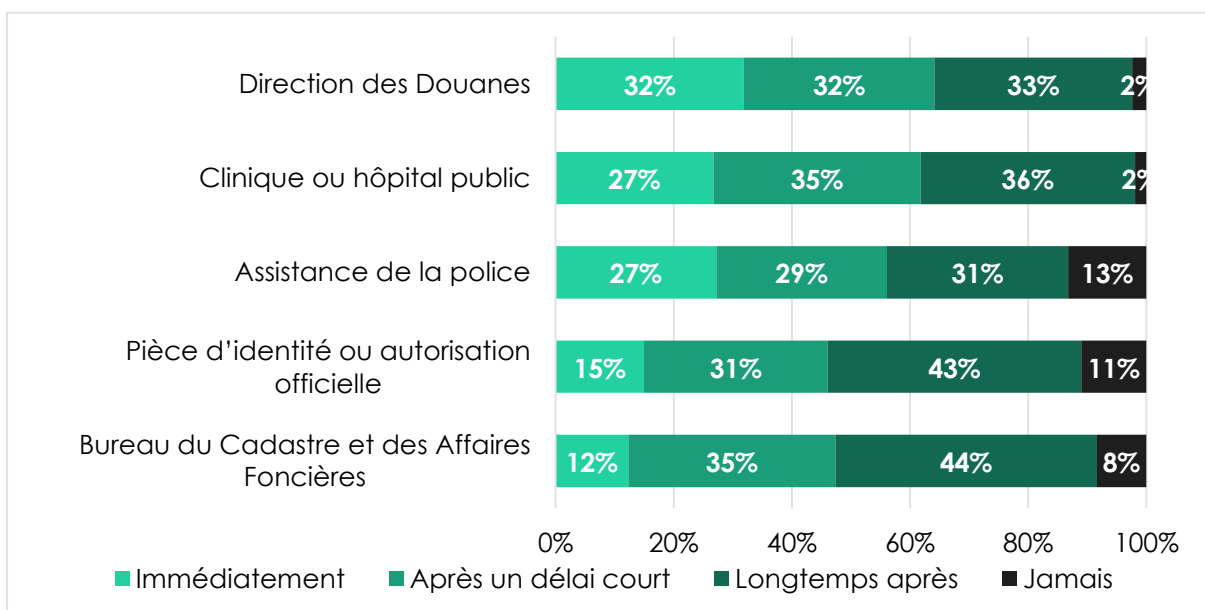
Figure 4: Difficulté d'obtenir services publics | Cameroun | 2018



Questions posées aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire aux services suivants? [Si oui:] Était-ce très facile, facile, difficile, ou très difficile d'obtenir:

- Les services dont vous aviez besoin auprès des enseignants ou des dirigeants d'école?
- Les soins médicaux dont vous aviez besoin dans une clinique ou un hôpital public?
- Une pièce d'identité telle qu'un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur, ou une autorisation officielle du gouvernement?
- Les services d'eau, d'assainissement, ou d'électricité du gouvernement?
- L'assistance de la police dont vous aviez besoin?
- Les services auprès du Bureau du Cadastre et des Affaires Foncières?
- Les services auprès de la Direction Générale des Douanes?

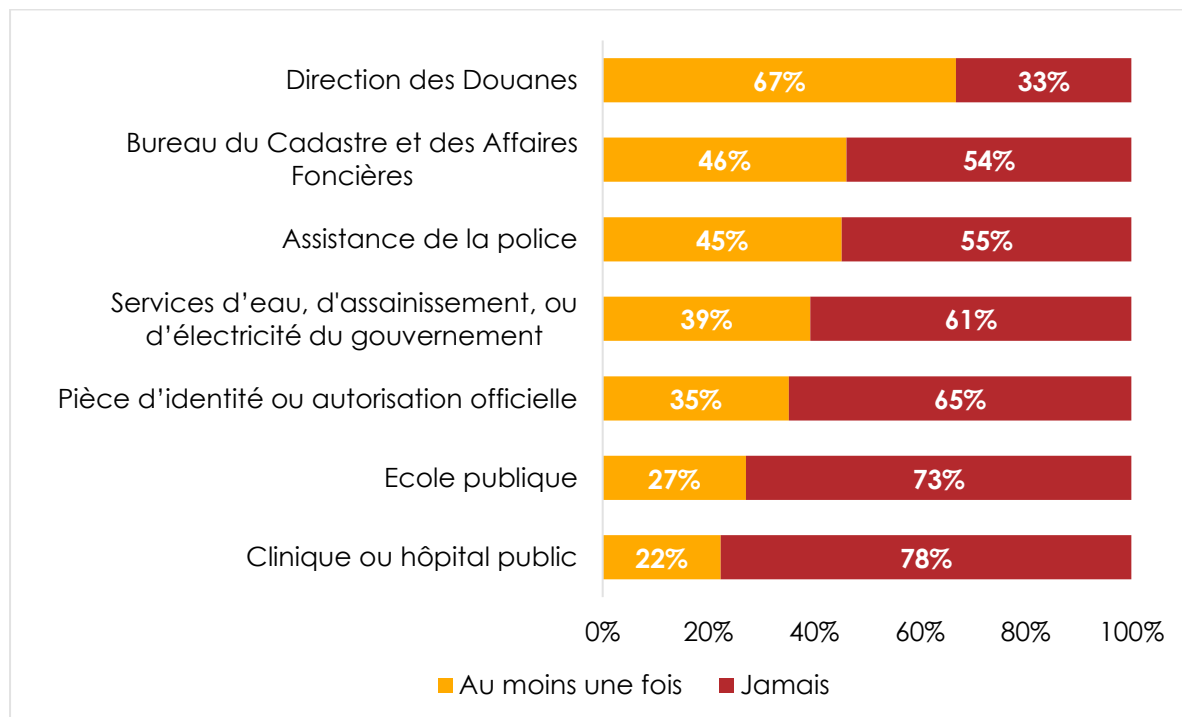
Figure 5: Délai d'attente pour accéder aux services publics | Cameroun | 2018



Question posée aux répondants ayant contacté les services publics: Combien de temps après avez-vous obtenu le service dont vous aviez besoin?

Parfois les populations sont contraintes à verser des pots-de-vin afin d'obtenir un service ou alors pour accélérer les procédures administratives. Dans certains cas, plus de 40% des Camerounais ayant eu affaire aux institutions publiques ont ainsi dû verser au moins une fois des pots-de-vin en 2017. Ils sont par exemple 67% et 46% à avoir dû soudoyer des agents de la Direction des Douanes et ceux du Bureau du Cadastre et des Affaires Foncières, respectivement. Par ailleurs, 45% des citoyens camerounais reconnaissent l'avoir fait pour obtenir l'assistance de la police. En revanche, plus de sept Camerounais sur 10 déclarent n'avoir jamais dû verser de pots-de-vin dans les hôpitaux et les écoles publics afin d'obtenir les services dont ils avaient besoin (Figure 6).

Figure 6: Paiement des pots-de-vin dans les services publics | Cameroun | 2018



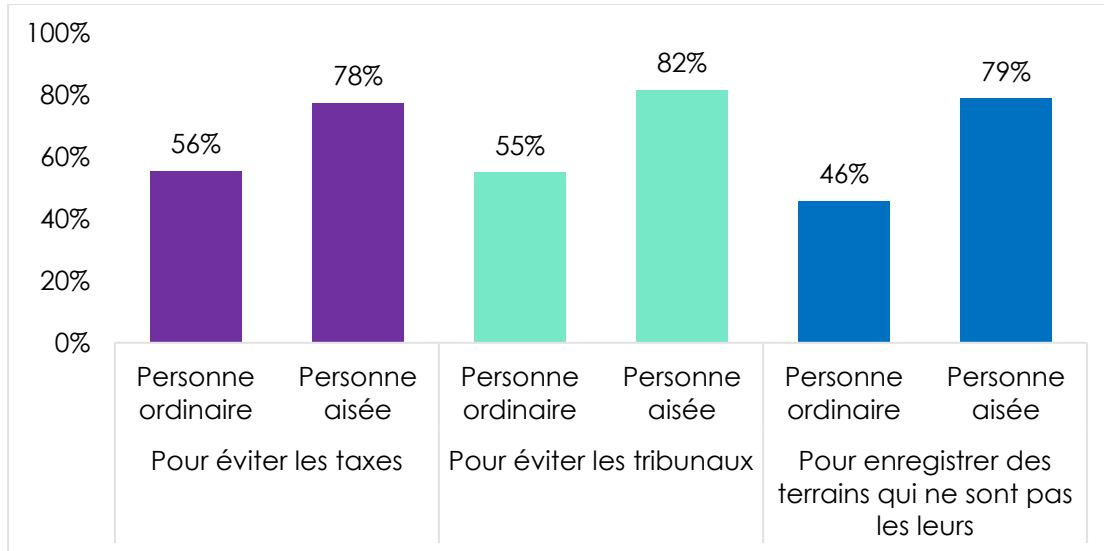
Question posée aux répondants ayant contacté les services publics: Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de l'état afin d'obtenir les services dont vous aviez besoins?

Pérennisation de la corruption: Des citoyens pas toujours exemplaires

Dans l'ensemble, les Camerounais pensent que ni les citoyens riches ni les citoyens pauvres ne sont exempts de tout reproche quant à la pérennisation de la corruption au Cameroun. Ainsi, lorsqu'on leur demande quelle est la probabilité qu'une personne aisée puisse donner des pots-de-vin ou se servir de ses contacts personnels pour éviter de s'acquitter des taxes à elle imposées par le gouvernement, 78% des citoyens déclarent que cela est « quelque peu probable » ou « très probable ». Une moins forte majorité (56%) affirme la même chose quant à une personne ordinaire (Figure 7).

De même, 82% et 55%, respectivement, affirment que les personnes riches et les personnes ordinaires peuvent verser des pots-de-vin ou se servir de leurs contacts personnels pour éviter de se présenter devant les tribunaux. Même dans le domaine du foncier, un individu peut en activant ses « réseaux » accaparer une parcelle de terrain qui ne lui appartient pas. Toutefois, une part importante de l'opinion publique (79%) considère que ce secteur est plus accessible aux personnes aisées comparativement aux personnes ordinaires (46%) qui subissent le plus souvent ces exactions.

Figure 7: Versement de pots-de-vin par les riches et par les gens ordinaires
 | Cameroun | 2018

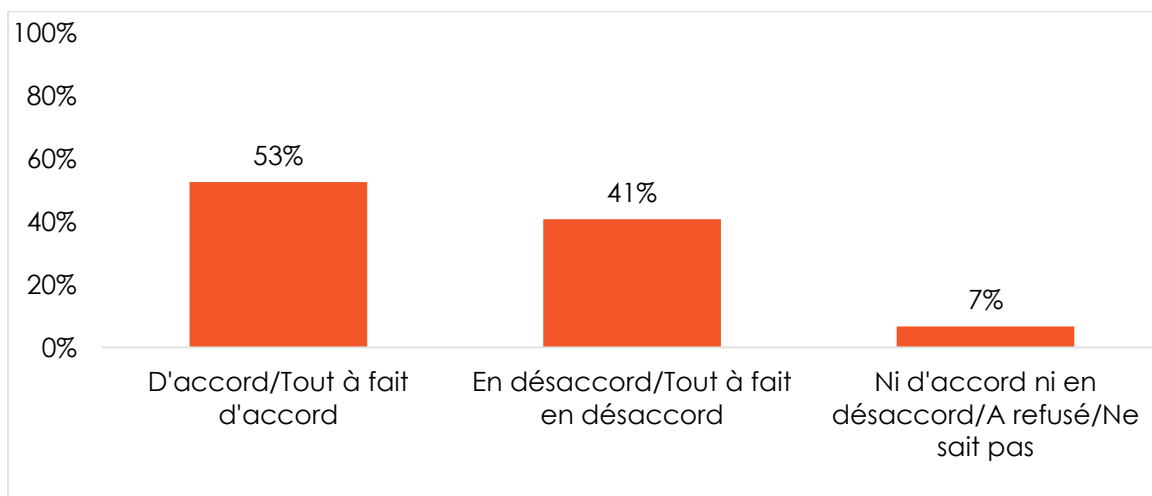


Question posée aux répondants: Dans ce pays, quelle est la probabilité qu'une personne ordinaire puisse donner des pots-de-vin ou se servir de ses contacts personnels pour éviter de se présenter devant les tribunaux?

Lutte contre la corruption: La réticence du citoyen malgré sa prise de conscience

La corruption s'enracine année après année dans la société camerounaise, rendant sa lutte laborieuse. Dès lors, pour une plus grande efficacité, le concours des populations est indispensable. Ainsi, il apparaît que 53% des Camerounais sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation selon laquelle les citoyens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption. Cependant, 41% des citoyens camerounais ne partagent pas cet avis (Figure 8).

Figure 8: Place du citoyen ordinaire dans la lutte contre la corruption | Cameroun | 2018

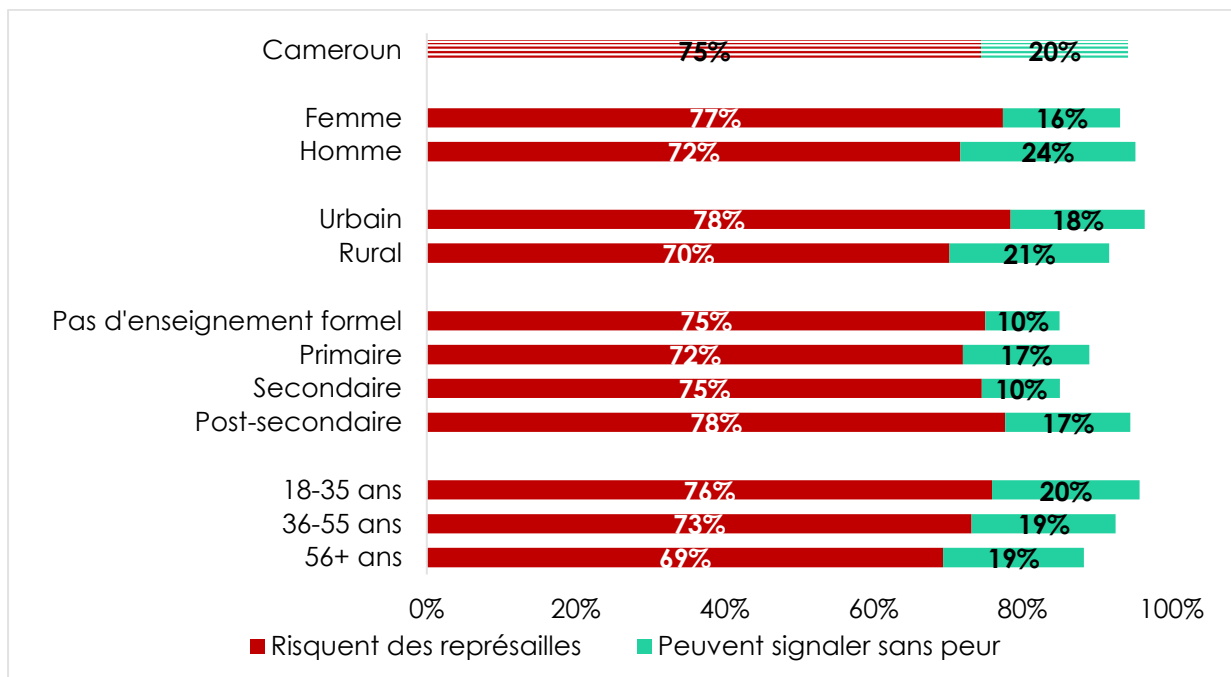


Question posée aux répondants: Pourriez-vous me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: Les gens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption?

Même si une petite majorité des Camerounais prennent conscience de leur rôle dans la lutte contre la corruption, les citoyens hésitent à s'y engager véritablement par crainte de subir d'éventuelles représailles. En effet, les trois-quarts (75%) de la population déclarent que les personnes ordinaires risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives s'ils dénoncent des actes de corruption. Seulement 20% des citoyens pensent le contraire (Figure 9).

Par ailleurs, c'est dans les zones urbaines (78%) que l'on retrouve le plus de citoyens craintifs comparativement aux zones rurales (70%). La crainte de conséquences négatives est également plus prononcée chez les femmes (77% contre 72% chez les hommes), les jeunes (76% pour la tranche 18-35 ans), et les plus instruits (jusqu'à 78% des répondants ayant des qualifications post-secondaires).

Figure 9: Risques de représailles en cas de signalement d'actes de corruption
 | Cameroun | 2018



Question posée aux répondants: Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent?

Conclusion

Le niveau de la corruption ne cesse d'augmenter au Cameroun, rendant par la même occasion les administrations publiques moins efficaces. Elle est le plus décriée dans les services des douanes et dans la police/gendarmerie. Toutefois, les citoyens contribuent eux aussi à la pérennisation de la corruption, notamment par le versement des pots-de-vin de façon délibérée afin d'éviter de payer les taxes, de se présenter devant les tribunaux, ou encore afin de faire enregistrer une parcelle de terrain qui ne leur appartient pas. Si les Camerounais attestent que les personnes ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption, nombreux sont ceux qui hésitent encore à s'y engager par crainte de subir des représailles ou d'autres conséquences négatives.

Références

Commission Nationale Anti-Corruption. (2011). Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption au Cameroun.

<https://www.acauthorities.org/sites/aca/files/countrydoc/Republique%20Du%20Cameroun%20Pax%20E2%80%93%20Travail%20E2%80%93%20Patrie%20.pdf>.

Transparency International. (2018). Corruption Perceptions Index 2017.

https://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2017?gclid=EAlaIQobChMI1PWCnMeN3gIVGP5kCh3PXQRjEAAAYASAAEgIMBfD_BwE.

Jean Cédric Oyono est doctorant en sciences économiques à l'Université de Yaoundé 2 au Cameroun. Email: oyono.cedric2016@gmail.com.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud et l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique (IREEP) au Bénin. L'Université Étatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a reçu le soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Fondations Open Society, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, du Département d'Etat des États-Unis, de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) via l'Institut américain de la paix (USIP), du National Endowment for Democracy, et de Transparency International.

Les donations aident Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 246, Afrobaromètre | 26 octobre 2018